

SITUATION DU MARCHE DU TRAVAIL

Troisième trimestre de l'année 2013

Avec 11 763 000 personnes, au troisième trimestre de l'année 2013, la population active âgée de 15 ans et plus, a connu un accroissement de 1% par rapport au même trimestre de l'année 2012 (+2,1% en milieu rural contre une quasi-stagnation en milieu urbain). Le taux d'activité a reculé, entre les deux périodes, de 0,2 point, passant de 48,7% à 48,5%.

Au cours de la même période, 34 000 postes d'emploi rémunérés ont été créés, 17 000 en milieu urbain et autant en milieu rural. L'emploi non rémunéré, avec une hausse de 119 000 postes en zones rurales et un recul de 14 000 en zones urbaines, a gagné 105 000 postes nouveaux au plan national. La totalité de ces nouveaux emplois non rémunérés ont été relevés dans le secteur primaire incluant l'agriculture, les forêts et la pêche et exclusivement au profit des femmes.

Le volume global de l'emploi est ainsi passé, entre les deux périodes, de 10 548 000 à 10 687 000, ce qui correspond à une création nette de 139 000 postes d'emploi, 136 000 en zones rurales et 3 000 en zones urbaines. Les emplois créés ont profité quasi-exclusivement aux femmes et ce, aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural. Le taux d'emploi est ainsi passé de 44,1% à 44% au niveau national, de 37% à 36,3% en milieu urbain et de 55% à 55,9% en milieu rural.

Les secteurs de l'"agriculture, forêt et pêche" et des "services" à l'origine des emplois créés

Les nouveaux postes d'emploi créés portent dans :

- l'"agriculture, forêt et pêche", sur 156 000 postes d'emploi représentant 3,8% du volume de l'emploi du secteur ;
- le secteur des "services", sur 64 000 postes correspondant à 1,5% du volume de l'emploi du secteur, contre une création annuelle moyenne de 106 000 postes au cours des cinq dernières années. Ce recul dans le rythme de création d'emploi dans ce secteur est le résultat de la baisse de l'emploi dans certaines branches notamment le "commerce et réparation automobile" (-19 000), les "services personnels" (-18 000) et les "transports terrestres" (-16 000).

En revanche, des pertes d'emploi ont été relevées dans :

- le secteur du BTP, avec 54 000 postes d'emploi en moins (-5,6% du volume de l'emploi du secteur), enregistrant ainsi, la diminution la plus importante depuis qu'il a commencé à connaître un essoufflement il y a deux ans ;
- le secteur de l'"industrie y compris l'artisanat", avec 27 000 postes d'emploi perdus (-2,2%), confirmant la tendance baissière entamée depuis cinq ans.

En milieu urbain, à l'exception du secteur des "services" qui a créé 93 000 postes d'emploi (+2,6% du volume de l'emploi du secteur) et les "activités mal désignées" (1 000 postes), tous les autres secteurs ont connu des pertes d'emploi :

- le secteur de l'"industrie y compris l'artisanat" a ainsi perdu 44 000 postes d'emploi (-4,4% du volume de l'emploi du secteur) ;
- celui du BTP a perdu 39 000 postes (-6,9%) ;
- celui de l'"agriculture, forêt et pêche" a, de son côté, perdu 8 000 postes (-3,3%).

En milieu rural, le secteur de l'"agriculture, forêt et pêche" a, par contre, connu une forte création d'emplois avec 164 000 postes de plus, correspondant à un accroissement de 4,2% du volume de l'emploi du secteur. Le secteur de l'"industrie y compris l'artisanat" a également connu la création de 17 000 postes d'emploi (+7,6%). En revanche, tous les autres secteurs ont perdu des emplois dans le milieu rural avec une perte de :

- 29 000 postes d'emploi dans le secteur des "services" (-4,1% du volume de l'emploi du secteur) ;
- 15 000 emplois dans celui du BTP (-3,7%) ;
- 1 000 postes dans les "activités mal désignées".

Recul du chômage accompagné d'une hausse du sous emploi

Le volume du chômage a diminué au niveau national de 22 000 personnes, passant de 1 098 000 au troisième trimestre de l'année 2012 à 1 076 000 chômeurs au même trimestre de l'année 2013. Cette diminution a concerné exclusivement les zones rurales où il a baissé de 228 000 à 206 000 alors qu'en milieu urbain il s'est établi à 870 000 chômeurs. En conséquence, le taux de chômage est passé, entre les deux périodes, de 9,4% à 9,1% au niveau national, il s'est maintenu à 14% en milieu urbain et il est passé de 4,2% à 3,7% en milieu rural. Les baisses les plus importantes ont été relevées en milieu rural notamment parmi les jeunes âgés de 15 à 24 ans (-2,3 points) et les diplômés (-1,7 point). Les hausses les plus importantes, en revanche, ont été enregistrées en milieu urbain notamment parmi les jeunes âgés de 15 à 24 ans (+2,6 points) et les adultes âgés de 35 à 44 ans (+1 point).

A noter que les taux de chômage les plus élevés sont enregistrés parmi les jeunes âgés de 15 à 24 ans (19,1%) et les diplômés (16,5%).

L'analyse des principales caractéristiques de la population active en chômage révèle que quatre chômeurs sur cinq (80,9%) sont citadins, près de deux sur trois (62,7%) sont âgés de 15 à 29 ans, un sur quatre (26,5%) est diplômé de niveau supérieur, un sur deux (49,4%) est primo-démandeur d'emploi et près de deux sur trois (62,5%) chôment depuis plus d'une année.

Par ailleurs, les principales circonstances qui sont à l'origine du chômage des personnes concernées relèvent de :

- l'"arrêt de l'activité de l'établissement employeur ou licenciement" (25,4%) ;
- l'"arrêt des études après obtention d'un diplôme" (19,8%) ;
- l'"arrêt des études sans diplôme" (15,6%).

Par ailleurs, de son côté, le volume du sous emploi des actifs occupés âgés de 15 ans et plus a augmenté, entre les deux périodes, de 446 000 à 458 000 personnes dans les villes et de 502 000 à 551 000 dans les campagnes passant globalement, au niveau national, de 948 000 à 1 009 000 personnes. Le taux de sous emploi est ainsi passé de 9% à 9,4% au niveau national, de 8,4% à 8,6% dans les villes et de 9,6% à 10,3% dans les campagnes.

INDICATEURS TRIMESTRIELS D'ACTIVITE ET DE CHOMAGE PAR MILIEU DE RESIDENCE⁽¹⁾

(les effectifs en milliers et les taux en %)

INDICATEURS	3 ^{EME} TRIMESTRE 2012			3 ^{EME} TRIMESTRE 2013		
	URBAIN	RURAL	ENSEMBLE	URBAIN	RURAL	ENSEMBLE
ACTIVITE ET EMPLOI (15 ANS ET PLUS)						
Population active (en milliers)	6 202	5 445	11 647	6 205	5 558	11 763
Taux de féminisation de la population active	21,8	32,5	26,8	22,2	34,3	27,9
Taux d'activité	43,1	57,4	48,7	42,2	58,1	48,5
— Selon le sexe						
• Hommes	69,6	79,7	73,6	67,9	78,7	72,2
• Femmes	18,2	36,3	25,4	18,2	38,7	26,2
— Selon l'âge						
• 15 - 24 ans	25,9	43,2	33,8	22,8	42,9	32,0
• 25 - 34 ans	59,0	65,4	61,5	59,1	65,8	61,8
• 35 - 44 ans	56,8	70,8	61,8	57,2	71,7	62,4
• 45 ans et plus	36,3	58,4	44,4	35,5	59,8	44,3
— Selon le diplôme						
• Sans diplôme	37,1	59,8	48,9	36,6	61,4	49,4
• Ayant un diplôme	48,4	49,1	48,6	47,1	46,8	47,0
Population active occupée (en milliers)	5 332	5 217	10 548	5 335	5 352	10 687
Taux d'emploi	37,0	55,0	44,1	36,3	55,9	44,0
Part de l'emploi rémunéré dans l'emploi total, dont :	95,4	59,2	77,5	95,7	58,0	76,8
— Salariés	66,1	38,4	55,6	68,6	38,4	57,2
— Auto-employés	33,9	61,6	44,4	31,4	61,6	42,8
Population active occupée sous employée (en milliers)	446	502	948	458	551	1 009
Taux de sous emploi	8,4	9,6	9,0	8,6	10,3	9,4
CHOMAGE						
Population active en chômage (en milliers)	870	228	1 098	870	206	1 076
Taux de féminisation de la population active en chômage	31,5	16,6	28,4	32,4	16,3	29,3
Taux de chômage	14,0	4,2	9,4	14,0	3,7	9,1
— Selon le sexe						
• Hommes	12,3	5,2	9,2	12,2	4,7	9,0
• Femmes	20,3	2,1	10,0	20,4	1,8	9,6
— Selon l'âge						
• 15-24 ans	35,2	9,6	20,2	37,8	7,3	19,1
• 25-34 ans	20,4	4,5	13,7	19,3	3,9	12,8
• 35-44 ans	7,1	2,3	5,1	8,1	3,2	6,1
• 45 ans et plus	2,4	1,1	1,8	3,1	1,2	2,2
— Selon le diplôme						
• Sans diplôme	7,1	2,4	4,1	7,6	2,3	4,2
• Ayant un diplôme	18,8	11,5	17,2	18,4	9,8	16,5

Source : Haut Commissariat au Plan (Direction de la Statistique), Enquête nationale sur l'emploi.

(1) Pour les définitions des concepts et indicateurs utilisés, se référer au glossaire disponible sur le site web du HCP : <http://www.hcp.ma>

Dépôt légal 96/159 - ISSN : 1113-738X

Direction de la Statistique



Rue Mohamed Belhassan El Ouazzani - Haut Agdal - Rabat

Tél. : 05 37 27 29 00 - Fax : 05 37 77 32 17 - E-mail : statguichet@statistic.gov.ma

www.hcp.ma

Ce bulletin est réalisé avec la collaboration de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur

BMCE BANK
NOTRE MONDE EST CAPITAL



Sommaire

Prix.....	1
Indicateurs économiques et financiers.....	2
Résultats de l'enquête de conjoncture auprès des ménages.....	3
Situation du marché travail.....	4



Repères statistiques

BULLETIN MENSUEL

PRIX

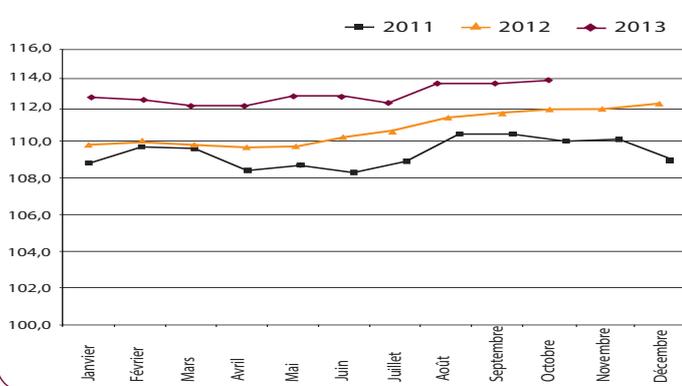
Indice des Prix à la Consommation (Base 100 : 2006)

Evolution par division de produits

L'indice des prix à la consommation a connu, au cours du mois d'octobre 2013, une hausse de 0,1% par rapport au mois précédent. Celle-ci est le résultat de la hausse de 0,2% de l'indice des produits alimentaires et de 0,1% de l'indice des produits non alimentaires.

Comparé au même mois de l'année précédente, l'indice des prix à la consommation a enregistré une hausse de 1,5% au cours du mois d'octobre 2013. Le taux d'accroissement de l'indice moyen des dix premiers mois de 2013, par rapport à celui de la même période de 2012, s'établit à +2,1%.

Evolution mensuelle de l'indice des prix à la consommation (IPC)



DIVISION DE PRODUITS	INDICES MENSUELS			INDICES DES DIX PREMIERS MOIS		
	SEPT. 2013	OCT. 2013	VAR. %	2012	2013	VAR. %
Produits alimentaires	122,2	122,5	0,2	118,1	121,5	2,9
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	122,6	122,8	0,2	118,7	121,8	2,6
Boissons alcoolisées et tabac	115,5	115,6	0,1	108,5	114,1	5,2
Produits non alimentaires	107,4	107,5	0,1	105,2	106,8	1,5
Articles d'habillement et chaussures	110,4	110,7	0,3	108,0	109,5	1,4
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	106,9	107,0	0,1	105,3	106,4	1,0
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	107,6	107,6	0,0	107,3	107,4	0,1
Santé	104,9	105,0	0,1	103,8	104,6	0,8
Transport	111,2	111,0	-0,2	106,0	109,7	3,5
Communication	59,5	59,5	0,0	69,3	62,9	-9,2
Loisirs et culture	97,4	97,3	-0,1	96,8	97,3	0,5
Enseignement	133,6	134,1	0,4	123,3	130,5	5,8
Restaurants et hôtels	117,6	118,1	0,4	113,0	116,5	3,1
Biens et services divers	112,2	112,4	0,2	110,6	111,9	1,2
Indice général	113,6	113,7	0,1	110,6	112,9	2,1

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

Evolution de l'IPC par ville

VILLE	INDICES MENSUELS			INDICES DES DIX PREMIERS MOIS		
	SEPT. 2013	OCT. 2013	VAR. %	2012	2013	VAR. %
Agadir	113,7	112,8	-0,8	109,8	112,1	2,1
Casablanca	115,3	115,5	0,2	112,5	114,9	2,1
Fès	114,1	115,3	1,1	110,2	113,1	2,6
Kénitra	113,2	112,3	-0,8	110,0	112,3	2,1
Marrakech	113,3	113,6	0,3	110,5	112,8	2,1
Oujda	113,3	113,3	0,0	109,4	112,4	2,7
Rabat	110,7	111,4	0,6	108,1	110,4	2,1
Tétouan	113,0	113,4	0,4	112,2	112,1	-0,1
Meknès	116,3	116,2	-0,1	112,3	115,0	2,4
Tanger	115,5	115,7	0,2	111,4	114,7	3,0
Laâyoune	113,8	113,6	-0,2	111,3	112,6	1,2
Dakhla	113,4	112,8	-0,5	110,0	112,0	1,8
Guelmim	112,9	113,3	0,4	110,1	112,5	2,2
Settat	112,8	112,2	-0,5	111,0	112,8	1,6
Safi	108,6	108,6	0,0	105,6	108,1	2,4
Beni-Mellal	112,2	112,6	0,4	110,8	111,8	0,9
Al-Hoceima	114,8	113,2	-1,4	112,0	114,3	2,1
Ensemble	113,6	113,7	0,1	110,6	112,9	2,1

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

Au cours du mois d'octobre de l'année 2013, les indices mensuels par ville ont connu, par rapport au mois précédent, les hausses les plus importantes à Fès avec 1,1%, à Rabat avec 0,6%, à Beni-Mellal, Guelmim et Tétouan avec 0,4% et à Marrakech avec 0,3%. En revanche, des baisses ont été enregistrées à AL-Hoceima avec 1,4%, à Kénitra et Agadir avec 0,8% et à Settat et Dakhla avec 0,5%.

Pour l'évolution interannuelle, l'IPC a enregistré au cours des dix premiers mois de 2013 par rapport à la même période de l'année 2012 les hausses les plus élevées à Tanger avec 3,0%, à Oujda avec 2,7%, à Fès avec 2,6% et à Meknès et Safi avec 2,4%, et les moins élevées à Beni-Mellal avec 0,9%, à Laâyoune avec 1,2% et à Settat avec 1,6%. En revanche, une baisse a été enregistrée à Tétouan avec 0,1%.

Evolution des variations interannuelles de 2011 à 2013

ANNEE	VARIATIONS EN %	
	OCTOBRE/OCTOBRE (1)	LES DIX PREMIERS MOIS (2)
2011	-0,4	0,9
2012	1,8	1,2
2013	1,5	2,1

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

1) Variation de l'indice du mois courant par rapport au même mois de l'année précédente.

2) Variation de l'indice moyen des dix premiers mois par rapport à celui de la même période de l'année précédente.

INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

Secteurs productifs

	Situation de janvier à Octobre		
	2012	2013*	VAR.%
Pêche			
Débarquement des produits de la pêche côtière et artisanale			
Poids (en tonne)	899 508	948 027	5,4
Valeurs (en dirhams)	4 117 906	4 236 063	2,9

Source : Office National des Pêches.

	Situation de janvier à Septembre		
	2012	2013*	VAR.%
Energie			
Energie nette appelée (GWh)	23 615	23 894	1,2
Pétrole mis en œuvre (milliers de tonnes)	5 485		-100,0
Bâtiment			
Consommation de ciment (milliers de tonnes)	12308	11 302	-8,2

Sources : ONEE, SAMIR et Association Professionnelle des Cimentiers du Maroc.

Echanges extérieurs

(En millions de dirhams)	Situation de janvier à Septembre		
	2012	2013*	VAR.%
Commerce Extérieur (FAB)			
Exportations	223 163	220 444	-1,2
Biens	138 582	136 559	-1,5
Services	84 581	83 885	-0,8
dont : voyages	43 351	44 080	1,7
Importations	318 374	313 707	-1,5
Biens	265 337	265 792	0,2
Services	53 037	47 915	-9,7
Solde commercial	-95 211	-93 263	
Taux de couverture (en %)	70,1	70,3	
Recettes M.R.E.	44 330	44 731	0,9

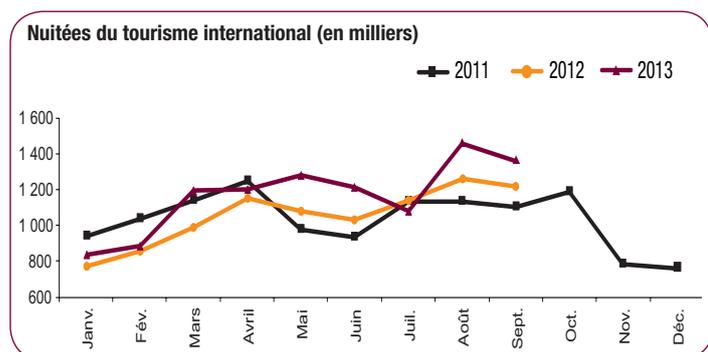
MRE : Marocains Résidant à l'Étranger

Source : Office des Changes.

Tourisme

	Situation de janvier à Septembre		
	2012	2013*	VAR.%
Nuitées globales dans les hôtels classés (en milliers)	13 437	14 614	8,8
dont : nuitées du tourisme international (en milliers)	9 572	10 566	10,4

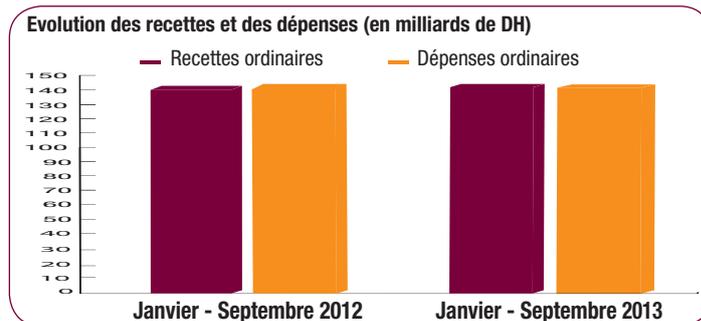
Source : Ministère du Tourisme.



Finances publiques

(En millions de dirhams)	Situation de janvier à Septembre		
	2012 ^R	2013*	VAR.%
Recettes ordinaires	169 394	169 143	-0,1
Dépenses ordinaires	155 939	157 333	0,9
Dette publique	14 574	17 084	17,2
Investissement	29 900	32 227	7,8
Solde des Comptes Spéciaux du Trésor	-12 096	-16 219	
Déficit / Excédent global	-28 541	-36 636	

Source : Ministère de l'Economie et des Finances.

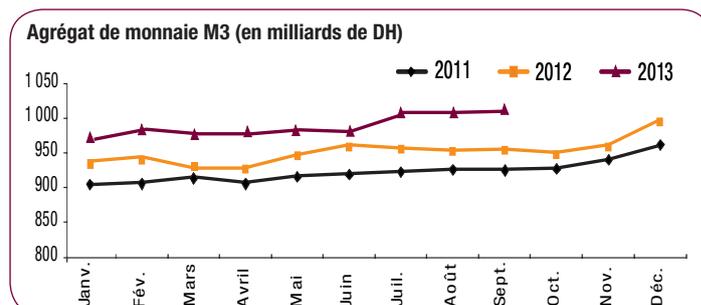


Monnaie

(En millions de dirhams)	Situation de janvier à Septembre		
	2012 ^R	2013*	VAR.%
Agrégat de monnaie M3	955 242	1 005 953	5,3
Agrégats de placements liquides	356 359	383 568	7,6
Contreparties de la monnaie (1)	955 242	1 005 953	5,3
Créances sur l'économie	810 146	832 611	2,8
Créances nettes sur l'administration centrale	118 561	154 837	30,6
Réserves Internationales Nettes	141 484	145 812	3,1
Ressources à caractère non monétaire	145 787	153 917	5,6
Autres contreparties de M3	30 838	26 610	-13,7

(1) : Total des contreparties = Réserves Internationales Nettes + Créances nettes sur l'AC + Créances sur l'économie - Ressources à caractère non monétaire + Autres contreparties de M3

Source : Bank Al-Maghrib.



Marché de capitaux

	Situation au mois d'Octobre		
	2012	2013*	VAR.%
Bourse			
Volume des transactions (en millions de DH)	4 869	2 788	-42,7
Capitalisation boursière (en millions de DH)	451 702	450 576	-0,2
Indice MASI	9 504,55	9 385,49	-1,3
Indice MADEX	7 753,15	7 646,72	-1,4
O.P.C.V.M.	20 Sept. 2013	21 Oct. 2013	VAR.%
Nombre	369	370	0,3
Actifs nets (en millions de DH)	233 569	234 095	0,2

OPCVM : Organisme de placement collectif en valeurs mobilières

Sources : Bourse de Casablanca et Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières.

* : Données provisoires

R : Données rectifiées

RESULTATS DE L'ENQUETE DE CONJONCTURE AUPRES DES MENAGES

Troisième trimestre de l'année 2013

Les résultats de l'enquête permanente de conjoncture auprès des ménages, menée par le HCP, montrent que l'Indice de Confiance des Ménages (ICM) aura enregistré, au cours du troisième trimestre de 2013, une légère amélioration de 1,2 point par rapport au deuxième trimestre de 2013 et une détérioration de 2,2 points par rapport à son niveau du troisième trimestre de l'année 2012.

C'est ainsi qu'au troisième trimestre de 2013, l'ICM (non corrigé des variations saisonnières) s'établit à 75,4 points contre 74,2 points un trimestre auparavant et 77,6 points le même trimestre de l'année passée.

L'évolution de l'ICM est le résultat des évolutions constatées de ses différents composants.

1. Evolution des composantes de l'ICM

• Niveaux de vie : léger regain de confiance

Les perceptions des ménages sur l'évolution passée du niveau de vie a connu, au troisième trimestre de 2013, une amélioration aussi bien par rapport au trimestre précédent qu'au même trimestre de l'année 2012. Le solde relatif à cet indicateur a gagné 1,9 point et 6,7 points durant ces deux périodes respectives.

De même, le solde d'opinion relatif aux perspectives d'évolution du niveau de vie enregistre une amélioration de 1,1 point par rapport au trimestre précédent et une quasi stagnation (0,1 point) par rapport à la même période de 2012.

• Evolution du chômage : anticipation d'une hausse

Au troisième trimestre de 2013, 77% des ménages anticipent une hausse du nombre de chômeurs pour les 12 mois à venir contre 76,7% un trimestre auparavant et 69,3% un an auparavant. Le solde de cet indicateur qui s'établit à - 69,8 points continue sa tendance baissière pour atteindre son niveau le plus bas depuis le début de l'enquête. Il enregistre ainsi, une détérioration de 2 points par rapport au trimestre précédent et de 13,2 points par rapport à la même période de 2012.

• Une conjoncture jugée défavorable pour l'achat de biens durables

Plus de 50% des ménages marocains considèrent, au troisième trimestre de 2013, que le moment n'est pas opportun pour faire des achats de biens durables alors que 20,5% pensent le contraire. Bien que le solde de cet indicateur reprend son niveau de la même période de 2012 (- 29,5 points), il enregistre néanmoins une amélioration estimée à 2,2 points par rapport au trimestre précédent.

• Perception d'une légère amélioration de la situation financière

Pour 57,9% des ménages, leurs revenus couvrent leurs dépenses, alors que 35,8% d'entre eux s'endettent ou puisent pour cela dans leurs épargnes. Seuls 6,3% des ménages déclarent pouvoir épargner une partie de leur revenu. Le solde de l'indicateur relatif à la situation financière actuelle des ménages s'établit ainsi à un niveau négatif de -29,5 points, en hausse de 1,3 point par rapport au même trimestre de 2012 et de 0,7 point par rapport au trimestre précédent.

Quant à leur situation financière personnelle passée et future, les opinions des ménages s'améliorent de 1,9 point et de 2,1 points respectivement par rapport à un trimestre auparavant mais se détériorent respectivement de 5,2 points et de 4,9 points par rapport à la même période de 2012.

2. Evolution d'autres indicateurs d'opinion des ménages

En plus des sept indicateurs composant l'ICM, l'enquête fournit des données sur les perceptions des ménages relatives à d'autres aspects. Ci-après les résultats concernant celles relatives à la capacité des ménages à épargner et à l'évolution des prix des produits alimentaires.

• Capacité d'épargne des ménages : un pessimisme persistant

Les ménages sont toujours pessimistes quant à leurs capacités à épargner dans les mois à venir. Au troisième trimestre de 2013, plus de huit ménages sur dix (84,5%) pensent ne pas pouvoir épargner au cours des 12 prochains mois contre 15,5% qui pensent le contraire. Le solde de cet indicateur se situe, ainsi, à un niveau négatif de - 69,1 points en amélioration de 1,2 point par rapport au trimestre précédent mais en détérioration de 3,8 points par rapport à la même période de 2012.

• Prix des produits alimentaires: Perception d'un léger mieux

Au troisième trimestre de 2013, plus de 91% des ménages pensent que les prix des produits alimentaires ont augmenté dans le passé contre 90% un trimestre auparavant et 92,2% un an auparavant. Quoique très négatif, le solde de cet indicateur a connu une légère amélioration (1,2 point) par rapport au même trimestre de 2012. Ce solde enregistre cependant une détérioration de 1,6 point par rapport au trimestre précédent.

Quant aux perspectives d'évolution des prix des produits alimentaires, plus de trois ménages sur quatre (76,7%) pensent que ces prix continueront à augmenter dans le futur contre 75,3% au deuxième trimestre de 2013 et 75,5% au troisième trimestre de 2012. Le solde relatif aux perspectives d'évolution de ces prix s'est détérioré de 2,6 points par rapport au trimestre précédent et de 2,4 points par rapport à la même période de 2012.

Evolution de l'Indice de Confiance des Ménages (ICM) et de ses composantes

Indicateur	2009				2010				2011				2012				2013		
	Tr.1	Tr.2	Tr.3	Tr.4	Tr.1	Tr.2	Tr.3												
Indicateur résumé ICM	76,9	77,6	79,1	79,5	80,1	78,8	78,6	74,7	78,4	85,8	86,5	84,5	82,9	80,7	77,6	78,4	75,8	74,2	75,4
Perspectives d'évolution du nombre de chômeurs	-51,0	-59,1	-57,9	-57,5	-59,2	-61,0	-56,1	-52,3	-52,4	-46,0	-41,0	-41,6	-44,1	-48,6	-56,7	-58,1	-61,7	-67,8	-69,8
Evolution passée du niveau de vie en général	-36,7	-29,1	-25,7	-26,5	-25,7	-28,6	-27,9	-37,2	-26,1	-17,0	-13,4	-20,2	-26,2	-21,8	-27,9	-28,1	-29,2	-23,1	-21,2
Perspectives d'évolution du niveau de vie en général	-9,3	-3,5	0,1	2,2	0,4	2,7	0,2	-11,4	-1,9	18,1	11,9	13,1	11,2	9,0	-3,2	-1,2	-5,1	-4,2	-3,1
Opportunité d'achat	-41,8	-46,5	-43,4	-42,6	-34,8	-37,5	-36	-44,3	-39,9	-39,0	-36,4	-38,5	-32,5	-37,4	-29,5	-29,3	-28,3	-31,7	-29,5
Situation financière actuelle des ménages	-31,3	-26,9	-28,3	-25,3	-27,5	-27,6	-30	-28,1	-30,6	-27,1	-24,3	-25,7	-25,4	-31,0	-30,8	-29,4	-29,8	-30,2	-29,5
Evolution passée de la situation financière des ménages	-18,4	-13,4	-8,3	-11,0	-10,0	-7,9	-7,5	-12,8	-10,5	-8,9	-6,4	-9,8	-14,1	-16,6	-16,7	-15,7	-19,6	-23,8	-21,9
Evolution future de la situation financière des ménages	26,8	22,0	17,5	17,1	17,8	11,8	7,8	9,4	10,2	20,4	15,1	14,0	11,2	11,1	7,7	10,6	4,5	0,7	2,8
Autres soldes																			
Evolution future des prix des produits alimentaires	-34,9	-33,5	-50,9	-47,9	-46,5	-56,8	-62,2	-70,2	-73,4	-58,8	-72,6	-73,0	-69,8	-71,5	-73,6	-70,0	-76,1	-73,4	-76,0
Evolution passée des prix des produits alimentaires	-94,0	-87,2	-85,7	-83,3	-79,5	-87,8	-89,7	-90,9	-95,5	-87,2	-89,9	-92,5	-91,6	-91,1	-91,7	-90,6	-91,6	-88,9	-90,5
Capacité à épargner des ménages dans les mois à venir	-56,8	-57,1	-57,8	-58,5	-56,6	-61,1	-67,6	-66,6	-61,7	-63,3	-64,9	-64,7	-62,5	-63,5	-65,3	-64,5	-67,0	-70,3	-69,1

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la statistique), Enquête de conjoncture auprès des ménages.